

Notre militantisme

3^{ème} partie

Chefs de parole, aristocratie populaire

- 1- La plèbe, des insurrections séculaires : page 1
- 2- La participation des dominés à leur domination : page 3
- 3- Le problème des chefs dans la lutte contre la domination : les « chefs de parole » : page 6
- 4- Où le problème de l'aristocratie ouvrière est aussi celui de l'aristocratie populaire : page 7
- 5- L'aristocratie populaire : une vision américaine, avec Daniel De Leon : page 12
- 6- Tous les chefs sont-ils nuisibles ? page 15
- 7- Un exemple de chef égalitaire ? page 18
- Bibliographie : page 20

Cette étude s'inscrit dans la suite de deux études précédentes concernant le militantisme révolutionnaire, l'une sur la période actuelle, l'autre sur le problème des chefs. Tous ces textes peuvent être lus comme des suites également au texte que nous avons rédigé en mars 1998, « *Une période de remise en cause* » (sur notre site, dans Autres textes, Notre programme).

Le texte présenté aujourd'hui prend pour point de départ la lecture d'un ouvrage de Martin Breugh, professeur de théorie politique au Canada. Son ouvrage, « *L'expérience plébéienne, une histoire discontinue de la liberté politique* » a le mérite d'embrasser des périodes historiques très diverses, depuis la Rome antique jusque la Commune de Paris, en passant par la Révolution française mais aussi des insurrections populaires à Florence en 1378, à Romans en 1580, à Naples en 1647.

1- LA PLEBE, DES INSURRECTIONS SECUAIRES

La première insurrection de la plèbe analysée par Breugh date de 494 avant JC. La société romaine est très nettement divisée entre patriciens et plébéiens ; la plèbe ne jouit tout simplement pas d'un statut d'humains. Elle est constituée de couches d'origines différentes. Des hommes libres mais indigents, par exemple, peuvent du jour au lendemain devenir esclaves pour cause de dette impayée. « *Le dénuement, la disette, les problèmes de logement, un taux de mortalité élevé étaient, parmi d'autres épreuves, le lot de la vie quotidienne plébéienne* ».

Or Rome mène une politique d'expansion, de guerres de conquêtes. Et c'est à la plèbe que l'on demande de servir dans l'armée. La plèbe, écrit l'historien romain du 1^{er} siècle avant JC Tite-Live, « *s'indignait de défendre au-dehors la liberté et l'empire et d'avoir au-dedans ses propres concitoyens pour tyrans et pour oppresseurs* ». C'est l'histoire d'un vieillard endetté, qui doit vendre la terre de son père et tous ses biens, alors qu'il a brillamment combattu dans une centurie romaine, qui met le feu aux poudres en 494 avant JC : le vieillard n'est pas mis en esclavage, mais jeté dans un cachot et torturé par son créancier.

Au même moment, les Volsques attaquent Rome. La plèbe appelle alors à ne pas s'enrôler pour la défense de la ville. C'est la panique chez les patriciens, et ils doivent faire voter au Sénat un édit qui interdit de pénaliser un citoyen romain pour dette impayée. La guerre est finalement gagnée contre les Volsques. Les patriciens se vengent alors et sévissent contre les débiteurs, y compris contre ceux qui ont combattu.

Finalement, la plèbe va s'insurger d'une manière nouvelle : elle se retire sur le mont Aventin. « *Elle constitue à cet endroit un camp "sans général", c'est-à-dire sans chef, et y demeure sans lancer d'offensive contre Rome et sans subir d'attaques des patriciens.* » Les patriciens, les nobles, propriétaires de terres, n'ont plus personne pour s'occuper des récoltes et assurer l'alimentation quotidienne des Romains. Ils décident d'envoyer un ambassadeur, dont la tâche est de convaincre la plèbe qu'il faut restaurer l'unité romaine perdue.

L'ambassadeur Menenius Agrippa raconte aux plébéiens une fable sociale imagée, où il explique que dans un corps, l'estomac, en clair le patriciat, dévore beaucoup, certes ; mais il ne peut être séparé du reste du corps, car lui aussi nourrit le corps en lui renvoyant le sang, la vie. Agrippa réussit à faire changer de sentiment les plébéiens. Mais le fait qu'il ait discuté avec eux est une révolution dans le contexte politique, car la plèbe n'avait tout simplement pas d'existence jusque là. Désormais, la plèbe aura droit à des représentants, nommés tribuns, qui seront sa parole. La plèbe accepte alors de quitter son camp retranché.

Pour Braugh, c'est d'une « *commune insurrectionnelle* » dont il s'est agi. Et le patriciat romain a été obligé de consentir à de nouvelles institutions politiques proprement plébéiennes. Le fait de former un camp militaire « *sans général* » est, à ses yeux, un moyen de refuser une hiérarchie, ce qui « *permet aux plébéiens d'affirmer une égalité radicale et de déjouer les pièges et les problèmes que pose l'avènement d'un dirigeant ou d'un groupe de dirigeants* ». Mais, conclut-il « *l'établissement de tribuns oblige néanmoins la plèbe à accepter une certaine différenciation entre ses membres. S'insinue alors dans la pratique plébéienne une hiérarchie, une reconnaissance de l'inégalité politique qui peut porter atteinte à la qualité démocratique du mouvement* ».

Braugh veut démontrer que la plèbe, depuis cet événement, n'a eu de cesse de se lancer dans des insurrections contre le monde dominant. Sa thèse est qu'il y a ainsi une expérience, discontinuée, de la plèbe. Que c'est elle, par ces luttes, qui a apporté et apporte encore de la liberté politique. « *L'expérience plébéienne, écrit-il dans sa préface, participe à une tradition révolutionnaire "communaliste" ou "conseilliste"* ». Il reprend d'un certain O. Anweiler pour donner « *trois critères à l'aune desquels il est possible de déterminer si nous sommes en présence ou non d'une révolution "par en bas" de type conseiliste ou communaliste : "1. Assujettissement (d') une catégorie sociale placée dans une relation de dépendance ou d'oppression, 2. Démocratie directe, 3. Mode révolutionnaire d'institution"* ». »

Pour Braugh, la pratique politique de la plèbe « *ouvre au grand nombre la possibilité de participer à la vie politique. Ici, la politique est résolument démocratique puisqu'elle s'institue dans et par l'action politique du grand nombre* ».

Enfin, une dernière caractéristique est que « *l'expérience plébéienne ne pourra s'inscrire dans la durée* ». Elle prend la forme d'« *une irruption événementielle qui rompt provisoirement l'ordre de la domination* ». Néanmoins, « *un mouvement ne disparaît jamais sans laisser de traces : pendant bien des années, il reste vivant dans l'esprit des masses populaires, et oriente leur comportement ultérieur* » (Boris Porchnev).

Nous allons donc essayer de nous concentrer sur les aspects un peu différents, nouveaux ou inhabituels pour nous, que peut nous apporter la lecture de Breugh. Cet intellectuel est de toute évidence influencé par des points de vue anarchistes ou conseillistes. Et il a un parti pris que nous pourrions critiquer, qui a été d'écarter Marx de son étude, sous prétexte que celui-ci ne se serait intéressé qu'à la composante ouvrière du peuple. Breugh veut s'intéresser à la plèbe, qui serait une vision plus large, et il parle lui, du « *grand nombre* ».

Nous pourrions également mettre Breugh en contradiction avec lui-même. Par exemple, quand il se laisse aller à proclamer ses sentiments pour Proudhon. Alors que tout son livre est un plaidoyer contre les chefs (entendu ici comme détenant le pouvoir, et pas évidemment dans le sens que nous avons développé de chef des sociétés premières, dans lesquelles la société se donne des moyens de limiter ce pouvoir) et les autorités de toutes sortes, et qu'il cherche dans les divers mouvements comment la plèbe, quand elle s'insurge, peut faire pour se protéger de chefs qui sont pour elle un danger, il fait une exception partisane : Proudhon, nous dit-il, « *a pu incarner le mouvement à l'origine de 1848. Son autorité provenait uniquement de la grandeur de son génie et de son travail d'intellectuel. Détenteur d'une véritable autorité « naturelle » et « morale », Proudhon « n'a que faire des prétoriens (...).* » L'argument d'une autorité « *naturelle et morale* », ne nous convainc pas vraiment.

Nous avons donc choisi de nous concentrer sur des points de vue que l'héritage de Lutte Ouvrière ne nous a pas transmis, ou qui y sont même opposés. Nous dirons au fur et au mesure ce que nous en pensons. Nous ne reprenons pas les idées anarchistes en tant que telles, car nous restons persuadés qu'il y manque une vision claire des classes sociales. Mais il nous paraît utile et positif de connaître un certain nombre de manières de voir, d'aborder certaines questions, car elles peuvent nous aider à trouver des éléments de réponse quant aux questions sur le militantisme que la période nous pose.

2- LA PARTICIPATION DES DOMINÉS A LEUR DOMINATION

Pour aborder une première idée, Breugh explique que si l'on veut comprendre comment et pourquoi un système de domination existe sur la plèbe, on ne peut pas se contenter d'en chercher les motivations, les responsabilités, du côté des maîtres. « *C'est désormais du côté des dominés qu'il faut interroger l'origine de la domination et pas seulement du côté des maîtres* ». Cette volonté de chercher chez les dominés eux-mêmes, pour les aider dans leur volonté de libération, ce qui dans leur propre comportement conforte la domination, on en avait un exemple dans le domaine de la condition féminine, avec le livre de Pierre Bourdieu, « *La domination masculine* ». « *Les dominés, dit Bourdieu, appliquent des catégories construites du point de vue des dominants aux relations de domination, les faisant ainsi apparaître comme naturelles. Ce qui peut conduire à une sorte d'auto-dépréciation (...)* »

Pour Bourdieu, la relation sociale qui soumet le dominé au dominant est telle qu'il ne suffira pas d'avoir « *un simple effort de la volonté, fondé sur une prise de conscience libératrice* », pour se libérer de la violence profonde du dominant sur le dominé. Pour ne citer qu'un des aspects que développe Bourdieu, la « *prétendue "féminité" n'est souvent pas autre chose qu'une forme de complaisance à l'égard des attentes masculines, réelles ou supposées, notamment en matière d'agrandissement de l'ego. En conséquence, le rapport de dépendance à l'égard des autres (et pas seulement des hommes) tend à devenir constitutif de leur être* ».

L'idée que les dominés participent, d'une certaine manière, à leur domination, et que cette participation doit aussi être connue, analysée, comprise, pour que l'on puisse ensuite la prendre en compte dans notre combat, cette idée n'est pratiquement jamais présente, ni à Lutte Ouvrière, ni dans la plupart des organisations se disant révolutionnaires.

Pour Breugh, il existe dans la plèbe, en même temps qu'une volonté de libération, une propension à la « *servitude volontaire* ». Il reprend cette expression à Etienne de La Boétie (*Le discours de la servitude volontaire*). L'idée est que le désir de la plèbe d'accéder à la liberté peut basculer dans une sorte de rechute vers une domination, par le biais de la domination d'un chef ou d'un organisme autoritaire, qu'il s'arroge le pouvoir ou qu'on le lui délègue. Le moment, par exemple, où la Commune de Paris de 1871, décide de mettre en place un Comité de Salut Public, en serait un exemple, selon Breugh.

En fait, Breugh semble chercher systématiquement, dans tous les mouvements qu'il mentionne, une telle attitude de la plèbe qui, au cours même de sa lutte contre le monde dominant, la pousse à basculer vers une forme de domination, et stoppe ainsi, selon lui, le processus même de sa libération. Personnellement, je ne suis pas convaincu par tous les moments que nous indique ainsi Breugh. Mais je pense que l'idée est féconde et mérite réflexion.

Il est évident que les opprimés, classe ouvrière, femmes ou autres, héritent de bien des séquelles de la domination alors même qu'ils sont en lutte contre celle-ci. La tendance existe bien évidemment à vouloir remettre les responsabilités du mouvement à un chef à qui l'on va déléguer des pouvoirs de décision pour mener cette révolte.

C'est ce pli, hérité de siècles et de siècles de domination et de luttes insuffisamment libérées de cette vision, qui maintient le pouvoir, encore présent bien qu'usé sous certains aspects, des chefs syndicaux, dans les entreprises et le monde ouvrier en particulier. On n'imagine pas que l'on peut soi-même assumer les responsabilités des choix à prendre. Ou bien l'on n'imagine pas que l'on puisse y parvenir de manière collective. Ou encore l'on est trop imprégné par l'idée d'une efficacité (héritée du fonctionnement social dominant) qui serait absolument nécessaire, et obligerait à déléguer les pouvoirs à une seule personne ou à un groupe restreint.

Pourtant, un événement comme Mai 68 a montré à quel point un mouvement sans préparation, sans dirigeant effectif, peut inquiéter et déstabiliser un pouvoir réputé fort et solide. C'est peut-être même le fait qu'il n'y ait pas de dirigeant dans un mouvement qui trouble le plus la société dominante : elle ne sait pas à qui s'en prendre, qui attaquer, qui faire trahir, qui

dénoncer et qui salir. C'est même pour cela que, face à de tels mouvements, comme certains actuels du monde arabe, les dominants accusent des éléments étrangers d'être les instigateurs.

Mais curieusement, ce n'est pas dans ce genre de raisons que Breugh voit l'explication de cette tendance de la plèbe à rechuter vers une soumission à une forme de domination au cours même de sa lutte pour la liberté. Breugh en reste, semble-t-il, à une vision très abstraite du monde des dominés, et peut-être même ne le connaît-il pas vraiment, pas concrètement. « *La servitude volontaire*, écrit-il, *ne tient pas à la peur de la mort ("couardise") ni même à l'habitude. Elle tient plutôt à un enchantement, un ensorcellement suscité "par le seul nom d'Un". Et c'est précisément cet ensorcellement qui dénature l'homme en l'éloignant de la liberté* ».

Quoi qu'il en soit, l'idée que les dominés participent à leur domination nous semble très importante. Rappelons ici que dans l'histoire de notre groupe, *L'Ouvrier*, c'est à partir de cette idée, en cherchant dans les comportements concrets de la classe ouvrière, que nous sommes parvenus à voir l'existence et l'importance de l'aristocratie ouvrière et son actualité. Au lieu de quoi, de Lutte Ouvrière au PCF en passant par le nouveau NPA, tout le monde militant développe au contraire une vision manichéiste : le monde ouvrier n'est responsable de rien dans les maux de la société, et le monde bourgeois responsable de tout.

C'est évidemment faux, et comme tout ce qui est faux, cela fausse et rend vains les paroles et l'action. Notre avis est que nous devons systématiquement voir en face, analyser, dire, les comportements des dominés, qu'il s'agisse de l'aristocratie ouvrière ou qu'il s'agisse de la masse ouvrière, quand ils participent à la domination. C'est essentiel car il faut y répondre dès aujourd'hui. C'est avec ce que les militants disent aujourd'hui, avant de futurs et inévitables mouvements, que les dominés agiront, réagiront, se comporteront.

Il y a à critiquer, à dénoncer même, bien des choses que traînent avec eux les dominés : les chauvinismes, les racismes, les corporatismes, les comportements d'asservissement, de soumission, le manque de confiance dans les dominés, dans la collectivité, etc. Il y a à éduquer contre ces tares et ces défauts. LO par exemple, n'a jamais voulu reconnaître le racisme dans le monde ouvrier alors qu'il s'y développait dans les années 1990. Ses textes, quand ils s'adressent à lui, sont écrits comme si les racistes étaient ailleurs, extérieurs à son monde. Comment peut-on répondre à un tel problème si on l'aborde d'une manière aussi fausse ?

Les exploités, les dominés, agiront, le jour venu du soulèvement, avec ce qui leur aura été apporté par les militants, et qui se retrouvera alors confronté aux héritages venant de la société et de ses habitudes de domination.

3- LE PROBLEME DES CHEFS DANS LA LUTTE CONTRE LA DOMINATION : "LES CHEFS DE PAROLE"

Nous avons déjà abordé ce sujet dans la seconde étude, mentionnée en introduction, sur le militantisme à notre époque. Nous n'avions alors pas tranché la question. Nous disions, pour aller vite, que l'expérience des divers comités de grève avait démontré la nécessité de chefs, dans le sens de personnes disposant d'un capital d'expérience ou de savoir politique passé, et qui la

transmettent aux autres, ou qui aident à ce que les autres s'expriment, de manière à ce que la parole, qui est le courant électrique de l'idée politique, circule entre les opprimés qui d'ordinaire se taisent, et ne parlent pas entre eux. Et nous ajoutons qu'il était nécessaire de se donner des moyens pour empêcher que ces chefs n'abusent de leur situation pour décider par eux-mêmes (ce qui au départ, peut même se produire par simple facilité technique), et finalement exercent le pouvoir en lieu et place du « *grand nombre* », de l'ensemble de ceux qui luttent. Nous avons également reproduit les réflexions de Wilhelm Gengenbach sur la question des chefs cette fois dans le parti. Lui non plus ne règle pas le problème et si on le lit de près, on peut trouver des points qui semblent contradictoires.

Ce n'est pas aujourd'hui que nous réglerons le problème. Mais nous pensons pouvoir avancer, et y apporter des éléments, qu'il est souhaitable de conserver, en vue d'une synthèse ultérieure.

Nous venons de le voir, dans l'exemple par lequel Breaugh ouvre son livre, la plèbe de Rome organise une révolte dans laquelle elle se refuse délibérément à se donner un chef. C'est en tout cas la version qui est arrivée jusqu'à nous, et qui semble reprise de l'historien Tite-Live. Admettons. Ce n'est pas parce que la plèbe romaine ne « *se donne pas de chefs* » qu'elle « *n'en a pas* » pour autant. Car il faut entrer un peu dans le détail d'un tel mouvement. Qui a proposé, le premier, qu'il n'y ait pas de chef ? Cette personne a forcément existé ; et alors, nous pourrions la considérer... comme un chef, dans le sens qu'elle a aiguillé le mouvement sur un point crucial, même si, bien évidemment, l'acceptation par l'ensemble des participants compte tout autant, puisque sans elle l'événement n'aurait pas eu lieu.

De même, il s'est trouvé une personne, ou plus, la même ou une autre, pour proposer de se retirer sur le mont Aventin ; ou pour émettre l'idée de ne pas attaquer Rome, et ainsi de suite. Nous avons, pour notre part, une certaine expérience de mouvements sociaux, au moins à une petite échelle, qui peuvent remettre en cause l'ordre établi, et qui sont, selon les termes de Breaugh, de nature plébéienne : un exemple, le mouvement lié à la Coordination intercatégories des cheminots de décembre 1986, janvier 1987.

Nous savons qu'une multitude de points sont alors discutés, décidés et mis en application. Dans le mouvement de grève de 1986-87, il y a eu un chef, un leader, apparu comme tel dans la presse officielle, Daniel Vitry. Mais Daniel Vitry n'était pas partout, loin de là. Et dans bien des secteurs, dans une entreprise comme la SNCF, il faut décider seul et vite. D'autres chefs, à nos yeux, ont décidé. Ces chefs ne sont pas des chefs dans le sens où ils seraient là uniquement pour être suivis. Ils suivent autant qu'ils sont suivis. Ils agissent avec les autres. Ils ne cherchent pas à dominer, ni à tirer un quelconque bénéfice personnel, même symbolique, de leur attitude. Ils cherchent l'intérêt du mouvement collectif, s'expriment simplement avant d'autres. Alors, pour que nous nous y retrouvions, on appellera ceux-là, ces chefs qui font le plus souvent anonymement le mouvement, des « *chefs de parole* ».

Précisons que lorsque nous parlons de « *chef de parole* », nous ne parlons pas forcément et pas seulement des militants, qu'ils soient syndicaux ou politiques qui peuvent également être présents. Certains peuvent d'ailleurs être d'excellents chefs de parole. Mais pour que l'on s'y retrouve, on appellera ceux-là « *militants* ». Car ils ont comme caractéristique d'être liés, que ce soit par un passé d'éducation, de formation, mais surtout par un lien encore présent, à une

organisation particulière. C'est donc peut-être la politique de cette organisation qu'ils transmettent dans le mouvement.

Dans le monde ouvrier, chefs de parole et militants se côtoient, se mélangent même : un militant politique ou syndical peut tout à fait, sur un problème précis, ne pas se comporter en organe de transmission de son organisation, mais seulement en chef de parole. Dans la situation que nous connaissons avec la période actuelle, le nombre d'anciens militants est important. Ces gens-là ne transmettent plus les volontés d'une organisation, ils cherchent parfois par eux-mêmes et sont donc plus des chefs de parole, bien qu'ils conservent sans doute certains points de vue hérités de leur organisation d'origine (et parfois également des points de vue au contraire trop systématiquement opposés, comme par rejet de leur passé).

Aucun mouvement social de « *nature plébéienne* » ne peut naître, exister, se développer, sans un, et même plusieurs « *chefs de parole* ». Le (ou la) chef de parole est lié aux autres, ne se sent pas extérieur, et encore moins au-dessus des autres, au nom desquels il ou elle s'exprime. Le chef de parole donnera envie et aidera les autres à s'exprimer, pour soutenir une idée, ou la critiquer, les deux sont essentiels pour que la démocratie soit véritable. Car il est fondamental, dans un mouvement de cette nature que chacun sache ce que tous les autres pensent. Ainsi, se fabrique une pensée collective, un travail collectif de réflexion qui fait avancer le mouvement. En apparence, il n'y a pas besoin de chef, mais sans chef de parole de cette qualité-là, le mouvement ne peut avancer.

Selon le degré de politisation, selon le travail antérieur des militants, selon l'expérience passée d'un groupe dans les luttes, un groupe de 40 grévistes peut aussi bien comporter 1, 2, 4 ou 10 chefs de parole, pourquoi pas. Mais un groupe de 200 grévistes peut ne pas en comporter plus. Les choses ne sont pas proportionnelles. Des groupes de grévistes matériellement séparés les uns des autres vont nécessairement faire émerger au moins un chef de parole chacun.

Il y avait, nécessairement, des chefs de parole, dans la plèbe romaine de -494 sur le mont Aventin. Et c'est une idée de ces chefs que de ne pas présenter de chef à l'ennemi. Par contre, ce qui est sans doute exact dans ce que dit Braugh, c'est que la plèbe ne se donne pas de chef dans le sens dominant habituel, d'un chef pour le combat, un chef à suivre, un chef qui ne peut donc fuir à sa responsabilité et se doit de se montrer aussi face à l'ennemi. L'intérêt du travail de Braugh est de nous faire réfléchir à cette idée qu'un mouvement important peut, semble-t-il, se passer de tel chef.

4- BIEN AVANT L'ARISTOCRATIE OUVRIERE, L'ARISTOCRATIE POPULAIRE

Dans l'exemple suivant, celui de la révolte des Ciompi, à Florence en 1378, Braugh nous présente cette fois une situation où un chef est présent dans le mouvement politique de la plèbe, ce qui se révèle alors néfaste pour ce mouvement.

Après l'exemple de Rome en -494, Braugh aborde donc une révolte connue sous le nom de soulèvement des Ciompi, en 1378, à Florence. La connaissance historique est plus précise et plus détaillée. Cette révolte a notamment été étudiée par Simone Weil dans un texte qu'elle a

intitulé *Un soulèvement prolétarien à Florence au XIV^{ème} siècle* (dans *Ecrits historiques et politiques*).

Un développement économique important à la fin du XIII^{ème} siècle a aggravé les tensions sociales dans les grandes villes d'Europe. Des familles sont devenues extrêmement riches et forment des dynasties financières qui ont également un pouvoir politique. Les plus nantis, les « *magnati* », véritable aristocratie des grandes villes italiennes, trouvent les moyens pour éviter de devoir payer les impôts, qu'ils font presque entièrement supporter aux plus pauvres. Or des impôts, il en faut absolument pour mener l'activité médiévale de l'époque, la guerre.

Le petit peuple, le « *popolo* », est formé de couches diverses. Il y a d'abord une sorte de couche populaire aisée, appelée les « *popolani grassi* », que Braugh qualifie de bourgeoisie, et qui regroupe les marchands des principaux métiers. Et puis il y a les « *popolani minuti* », composés par les artisans, qui vivent de manière modeste ; enfin, l'on trouve les indigents, des miséreux.

Les riches florentins forment un patriciat, un groupe de familles qui monopolise le pouvoir politique, en gardant de génération en génération le contrôle du gouvernement municipal. « *De multiples dispositifs politiques permettent aux patriciens de conserver le monopole des affaires publiques*, explique Braugh : *la pratique de la cooptation, des restrictions sur le nombre d'électeurs, etc.* ». Mais cette situation est de moins en moins tolérée. Dès 1284, le gouvernement municipal de Florence formule le principe que toute décision doit être délibérée en présence des *magnati*, des *popolani grassi* et des *popolani minuti*.

Mais dans les faits, seules les couches des *popolani grassi* ont accédé à un nouveau partage du pouvoir. Et, c'est là un comportement qui nous intéresse au plus haut point, ces *popolani grassi* « *souhaiten(t) à tout prix éviter que les popolani minuti prennent part au pouvoir politique*, « *et ce*, précise encore Braugh, *même s'ils ont très soutenu les grassi dans des luttes les opposants aux nobles* » *magnati*.

Faisons un saut dans le temps de quelques siècles ! Années 2000 : remplaçons *popolani grassi*, le peuple gras, par « *aristocratie ouvrière* » et *popolani minuti* par masse ouvrière, les couches inférieures de la société ; l'on peut dire que l'on constate un comportement semblable : la démocratie bourgeoise moderne laisse accéder au pouvoir, à la tête des syndicats, dans les parlements, dans certaines institutions sociales, financières ou politiques, des individus issus de l'aristocratie ouvrière, le plus souvent formés par l'intermédiaire des appareils bureaucratiques des syndicats ou des partis politiques de la gauche réformiste, mais aussi de partis révolutionnaires, trotskystes, maoïstes, etc.

Cela permet à l'aristocratie ouvrière d'avoir un pied, ou un doigt, et en tout cas un œil, dans les cercles du pouvoir. Ceci lui permet de chercher à défendre ses intérêts propres de couche relativement privilégiée et de perpétuer cette situation de privilège. Mais en aucun cas, elle ne le fera en proclamant sa position de privilégiée. Bien au contraire, c'est en clamant ses origines ouvrières que le syndicaliste ou l'élus va se présenter –quitte, plus tard, une fois sa carrière réussie, à feindre avoir oublié ses origines.

L'aristocratie ouvrière, elle, ne sera guère trompée, puisque c'est bien son intérêt bien compris qui sera de toute manière défendu. Ce sont les gens de la masse ouvrière qui sont trompés. Car ces individus ainsi promus à des postes de pouvoir, et qui le font de surcroît au nom du monde ouvrier, vont en réalité, de tout temps, travailler à ne préserver que leur intérêt en tant que privilégié. Ils vont donc négliger, voire renier les intérêts de la masse ouvrière. Leur point de vue est que le gâteau à partager est limité, qu'il n'est pas question de remettre en cause son existence, liée au système, et que dans ces conditions, mieux vaut lutter pour préserver leur part, adienne que pourra aux autres.

De fait, l'aristocratie ouvrière fait tout pour éviter que la masse ouvrière n'accède au pouvoir. Si jamais cela arrivait accidentellement pour un individu, aussi bien l'aristocratie ouvrière que la bourgeoise elle-même, feraient alors tout pour acheter cet égaré, en faire un privilégié, quitte à lui offrir postes et moyens, l'objectif étant qu'il se coupe aussi vite et aussi profondément que possible de sa classe, qu'il entre lui aussi dans la logique de l'aristocratie ouvrière. Et qu'il ne se mette pas à dénoncer auprès de la masse ouvrière la corruption, les inégalités les plus choquantes, qu'il sera amené à voir et à connaître.

C'est exactement pour cela que dans un endroit comme le Sénat, l'on prend grand soin de royalement payer la moindre employée au ménage. Car contrairement à ce qu'ont essayé de théoriser certains dans l'extrême gauche, l'aristocratie ouvrière n'est pas seulement question de métier, de place particulière ou stratégique dans la production (cf les travaux de Partisan). C'est avant tout une notion relative : l'on se sent, l'on se comporte en aristocrate ouvrier à la condition de commencer par considérer que l'on a échappé à la galère de la vie dans la masse ouvrière.

Pour en revenir à la situation que connaît la ville de Florence à l'époque dont nous parlons, le pouvoir effectif, réel, est aux mains du parti des aristocrates, une couche de *popolani grassi* y étant annexée pour la forme. Mais cela suffit à ce que ceux-ci, instinctivement, en raison d'un réflexe même lié à leur condition de privilégié par rapport aux autres *popolani*, fassent tout pour qu'aucun *popolani minuti* ne prenne part au pouvoir politique. Et ceci, on l'a vu, alors même qu'ils les ont soutenus dans leur lutte contre les nobles.

La révolte dite des Ciompi sera due à une attitude de répression du parti du pouvoir, le parti guelfe, qui est par ailleurs le parti ouvertement partisan du pape : ce parti proscrit, ce qui est grave, tous les membres des couches sociales qui lui sont inférieures, et qui avaient à un moment soutenu un parti opposé, mais qui a perdu cette lutte, le parti gibelin. Selon Braugh, « *cette révolte est suscitée par le désir des popolani minuti de ne plus subir la domination du patriciat florentin inféodé au parti guelfe* ». Le 18 juin 1378, les révoltés mettent le feu à plusieurs palais de la ville.

Pour calmer la révolte, le gouvernement municipal donne le droit aux proscrits de faire appel. Mais les aristocrates, eux, s'entourent de gardes personnelles. Selon Simone Weil, malgré les manœuvres du gouvernement, la révolte tombe sous la direction du prolétariat. Les Ciompi ne pratiquent pas la violence, ils décrètent la peine de mort contre ceux qui, dans leurs propres rangs, se mettraient à piller. Ils revendiquent la création d'un corps de métiers pour le petit peuple, l'allègement des impôts pour la plèbe. Les seigneurs répondent par l'arrestation d'un chef présumé, qui est torturé. Cette révélation embrase toute la plèbe.

Le 20 juillet, un grand rassemblement réclame la libération du détenu. Des incendies sont allumés dans toute la ville. Le lendemain, le gouvernement municipal cède la place à la foule rassemblée aux portes de la seigneurie. Une nouvelle *balia*, c'est-à-dire un conseil qui assume les pouvoirs législatifs et exécutifs, est élue par acclamation. Presque tous ses membres sont totalement nouveaux, à la fois issus des *grassi* et des *minuti*.

Un cadreur de laine devenu contremaître, Michele di Lando, est nommé gonfalonier de justice. C'est le chef que nous avons annoncé. Le gonfalonier distribue équitablement les titres et les fonctions politiques, entre aristocrates, bourgeois et plébéiens. « *Sa tactique, explique Breugh, est de faire accepter la politique de la plèbe par les Grands en diluant la victoire du peuple, suivant "cette idée première que plus la révolution se ferait humble devant ses adversaires, plus elle désarmerait les rancunes"* (E. Quinet) ».

Puis fin août, la nouvelle *balia* se vote une indemnité de fonction ; di Lando s'attribue une rente et des avantages sont accordés à des amis de la plèbe. Furieux, les Ciompi se rassemblent devant la seigneurie, réclament le départ immédiat des nouveaux magistrats. Ils se regroupent dans une église, Santa Maria Novella, et désignent de nouveaux représentants, qu'ils appellent « *les Huit Saints du Peuple de Dieu* ». Il y a donc un double pouvoir dans Florence.

C'est à ce moment précis qu'il est important de suivre les manœuvres, non pas seulement des chefs, comme nous le dit Breugh, mais des classes sociales. Une alliance se forme à ce moment crucial entre le chef de l'aristocratie ouvrière, pardon des *popolani grassi*, di Lando, et un grand nombre de bourgeois les plus réactionnaires, les guelfes, qui voient en lui un sauveur. Ces manigances provoquent un déferlement de violence dans les quartiers populaires, qui culmine le 31 août. Alors, la peur et la haine des possédants vont atteindre des sommets d'horreur. Ce sera la défaite des Ciompi.

Après cette défaite du petit peuple, après l'écrasement de la plèbe, tous les acquis politiques et sociaux seront bien entendu liquidés. La ville se dote d'une police politique. Et, chose qui nous intéresse particulièrement, tout ceci s'opère sur un fond de réconciliation entre les *magnati*, les nobles les plus puissants, et les *popolani grassi*, dans une haine commune de la subversion sociale. Notons au passage que Di Lando, personnellement, est lui-même un « *aristocrate ouvrier* » de l'époque, contremaître après avoir été simple cadreur de laine.

Breugh voit dans cet épisode le rôle néfaste du chef plébéien. Nous, nous pensons qu'il faut au moins autant y voir le comportement de fond d'une couche sociale, celle de relatifs privilégiés, encore proches du petit peuple, jamais tout à fait acceptés par la vieille noblesse, mais qui se rangent à elle lorsque les clivages de classe deviennent aigus. Simone Weil écrit à propos de Di Lando, qu' « *il fait ce qu'aurait fait à sa place n'importe quel bon chef d'Etat social-démocrate : il se retourne contre ses anciens compagnons de travail* ».

Cette étude nous fait penser que l'hypothèse que, de tous temps, ou du moins dès lors que nous avons à faire à une société de classe, nous avons alors non seulement deux classes aux intérêts antagonistes aux deux extrêmes de la société, mais on peut ajouter que, pour que cette société puisse « *tenir* », pour que les illusions que se doit de faire miroiter la classe dominante envers la classe la plus exploitée puissent perdurer, avoir une certaine crédibilité, pour pouvoir maîtriser les révoltes de la classe exploitée, il y a eu nécessité que se constitue puis se reproduise,

à chaque époque, ce que nous appellerons une « *aristocratie populaire* », en généralisant l'expression que nous connaissons bien d' « *aristocratie ouvrière* », c'est-à-dire une couche sociale à la fois physiquement et par ses fonctions sociales (métier notamment) proche de la classe la plus exploitée, la masse populaire.

Ainsi, le monde dominant s'assure d'avoir à sa disposition en cas de crise sociale aiguë, un nombre important d'individus dont les intérêts et les réflexes seront mus par cette position de relatifs privilégiés, qui regarderont donc du côté des dominants, tout en prétendant agir dans l'intérêt du peuple dont ils sont issus et avec lequel ils continuent d'être plus ou moins liés.

Notre idée est qu'à partir de cette hypothèse, il devrait être possible d'affiner une étude sur *l'aristocratie populaire*, elle-même permettant de mieux comprendre l'actuelle *aristocratie ouvrière*. Les marxistes, Marx et Engels eux-mêmes, avaient observé et analysé l'apparition d'une aristocratie dans le monde ouvrier au cours du 19^{ème} siècle (voir sur notre site *louvrier.org* le texte *P02- Le problème de l'aristocratie ouvrière et le mouvement révolutionnaire (1996)*). Il sera utile de chercher à généraliser cette analyse au cours de l'histoire.

Il est probable que l'on trouve en tout cas que le pouvoir réel, et non pas formel, tant économique que politique, reste sans exception aux mains de la classe dominante. Tandis que, d'une manière ou d'une autre, de temps à autre, une certaine ouverture de façade est offerte à *l'aristocratie populaire* du moment ; mais elle restera toujours sous contrôle et au fond, factice. N'empêche, *l'aristocratie populaire* s'en satisfait, et même s'y accroche éperdument, allant jusqu'à trahir ouvertement la classe la plus opprimée si une révolte de celle-ci risque de mettre en jeu le système en place et le pouvoir des dominants.

Par contre, lorsque *l'aristocratie populaire* est en situation de vouloir revendiquer, pour elle-même, une amélioration de son sort, un nombre de postes et de places d'honneur ou de pouvoir un peu plus grand ou plus élevé hiérarchiquement, on la verra alors se présenter sous la couverture plus générale du « *peuple* », de la « *classe ouvrière* », bref comme un élément offensif et avancé de la masse ouvrière, de la classe exploitée.

Elle cherche ainsi à exercer une pression plus forte pour impressionner la classe dominante à qui elle réclame une part des privilèges. Et c'est en même temps le moyen, important pour elle, de perpétuer auprès de la classe ouvrière, du peuple exploité, l'illusion qu'elle est son bras armé, sa partie efficace, organisée et combative. Mais dans le meilleur des cas, ce ne seront que des miettes que les exploités auront en fait à attendre de ces luttes-là. Breugh nous dit très justement que « *les bourgeois plébéiens utilisent (...) le sentiment de révolte des autres plébéiens afin de consolider leur pouvoir politique* ». Il en est de même de l'aristocratie ouvrière actuelle : elle utilise le sentiment de révolte de la masse ouvrière afin de consolider sa situation et ses privilèges.

Cela dit, en cas de lutte sociale, la classe dominante ne se laisse pas tromper ; elle saura toujours distinguer d'où partent réellement les mouvements sociaux. Il lui coûte bien moins cher, financièrement, de satisfaire une aristocratie populaire numériquement limitée, qu'une classe exploitée plus nombreuse. Surtout, il est toujours politiquement utile et sans danger politique de satisfaire un mouvement de l'aristocratie ouvrière. Car cela rapproche, rattache chaque fois un

peu plus l'aristocratie populaire à l'idée de la nécessité de maintenir l'oppression contre la masse du peuple.

Par contre, satisfaire un mouvement qui éclate ou qui est dirigé par la classe exploitée, depuis la masse ouvrière, est toujours politiquement dangereux : cela lui apprend qu'elle peut lutter par elle-même, et comment le faire ; le succès indique que des choses sont à retenir dans l'action qui a été menée. Surtout, l'on apprendrait qu'il n'est pas indispensable de s'en remettre à l'aristocratie ouvrière, que c'est même peut-être plus efficace. C'est pour cela qu'il est une règle dans les mouvements sociaux : la bourgeoisie est bien plus réticente et met bien plus de temps avant d'accepter de satisfaire les mouvements issus de la masse ouvrière elle-même.

De manière plus politique, la bourgeoisie se sert des luttes de l'aristocratie ouvrière pour faire en sorte d'éviter celles provenant directement de la masse ouvrière. Elle fait, de fait l'économie de telles luttes politiquement dangereuses pour elle, en tolérant les luttes répétitives, corporatistes et autres, de l'aristocratie ouvrière, ou même en satisfaisant une part plus ou moins grande des revendications. Elle protestera, certes, contre celles-ci, lancera même des menaces (mais alors ces menaces sont au moins autant destinées à dissuader la masse ouvrière de se mettre en mouvement) mais rarement elle les réprimera vraiment.

Evidemment, en cas de crise économique grave, ce jeu se complique un peu (ne serait-ce que parce que les moments où la classe dominante peut lâcher du lest à l'aristocratie populaire deviennent bien rares). Mais il subsiste sur le fond (même des mesures symboliques peuvent suffire), contrairement à ce que nous ont affirmé bien des militants d'extrême gauche de ce pays (Cinquième Zone), toujours prêts à applaudir à l'idée que le problème de l'aristocratie ouvrière se règle de lui-même.

Voilà en tout cas notre hypothèse, répétons-le, non pas seulement dans le cas de l'aristocratie ouvrière, mais d'une manière plus générale dans l'histoire de la lutte des classes : il est impératif, dans tout notre travail militant, de garder à l'esprit qu'une couche sociale relativement privilégiée se camoufle et se confond, formellement, avec la classe exploitée ; mais son ressort essentiel est tout, sauf révolutionnaire.

5- L'ARISTOCRATIE POPULAIRE : UNE VISION AMERICAINE, AVEC DANIEL DE LEON

Un militant socialiste américain, Daniel de Leon, s'est intéressé à l'histoire de la plèbe à Rome. Il l'a fait pour mieux comprendre et dénoncer les dirigeants syndicalistes réformistes américains, au tout début du 20^{ème} siècle. Breaugh en fait aussi le récit. De Leon adhère en 1890 au SLP, le Socialist Labor Party, qui est l'héritier de l'Internationale (Association internationale des travailleurs, fondée par Marx en 1864) lorsque les problèmes de celle-ci, en Europe, l'ont contrainte à se replier aux Etats-Unis.

Sous l'influence de De Leon, le SLP tente de créer un syndicat révolutionnaire, le STLA (Socialist Trades and Labor Alliance). Ce sera un échec. De Leon et le SLP tentent alors de s'allier avec un autre syndicat de tendance révolutionnaire, les IWW (Industrial Workers of America, apparus en 1905). Leur coopération ne tiendra que trois ans.

L'idée politique de De Leon est de viser à la prise en charge des industries par des conseils ouvriers. Pour cela, il pense que le SLP se doit de prendre démocratiquement le pouvoir, par la voie électorale, en respectant les procédures démocratiques de la Constitution américaine. Ainsi pourra-t-on, selon lui, déjouer les pièges et la violence de l'Etat américain. Mais l'objectif n'est pas que le SLP exerce lui-même le pouvoir politique. Une fois au pouvoir, il remettrait le contrôle des industries aux ouvriers eux-mêmes. Les conseils ouvriers remplaceraient les comités de direction des entreprises privées. Quant au domaine public, l'éducation, la santé, etc, il serait assuré par des délégués élus par les ouvriers. Une fois ce système mis en place, le SLP se dissoudrait.

En 1902, De Leon a écrit « *Deux pages d'histoire romaine* ». Selon Daniel Guérin (*Le mouvement ouvrier aux Etats-Unis de 1866 à nos jours*), il y a dans ce texte « *une analyse scientifique du rôle social des dirigeants réformistes* ». Il les compare aux chefs de la plèbe romaine (notre aristocratie populaire...), « *qui s'appuyaient sur la foule pour obliger les patriciens pour les admettre au partage des privilèges économiques et politiques et qui, en échange des avantages obtenus pour eux-mêmes, contribuaient au maintien de l'ordre établi* ».

Pour De Leon, il faut commencer par se défaire de l'idée, simpliste, que la plèbe c'est toujours et simplement le pauvre. De Leon souligne que certains plébéiens étaient riches (voilà notre aristocratie populaire). Il utilise donc un langage moderne pour distinguer, lui, non pas deux, mais même trois couches de plébéiens, au sein du peuple : des plébéiens qu'il appelle bourgeois, une classe moyenne plébéienne et des plébéiens prolétaires. Les premiers sont ceux qui possèdent des terres importantes, les seconds sont propriétaires de petits terrains, les derniers ne sont propriétaires de rien du tout.

Les jeux d'alliance sont les suivants : les plébéiens les plus riches peuvent être alliés aux nobles, les patriciens, qui dominent toute la société, en vue d'augmenter leur richesse, au détriment des plébéiens prolétaires. Quant à la classe moyenne plébéienne, elle est en situation précaire. Face aux appétits des plébéiens les plus riches et des patriciens, dit-il, ils sont en général amenés à chercher une alliance du côté des prolétaires.

Les évolutions sociales sont à l'époque le fruit et le résultat des guerres que mène la République romaine : les territoires conquis sont annexés. En principe, ces nouvelles terres devraient être également réparties entre les Romains. Mais dans les faits, les grands propriétaires terriens s'en accaparent la majorité, la classe moyenne en a quelques miettes plutôt symboliques. Enfin, « *les plébéiens prolétaires sont exclus du butin* ».

Une alliance entre patriciens et bourgeois plébéiens, note De Leon, a pris forme : l'objectif est clair, il est de réduire la classe moyenne au statut de prolétaire, afin de s'assurer les profits exclusifs de la guerre. D'où la montée du mécontentement des classes moyennes populaires. S'y ajoute une présence de plus en plus importante de nouveaux esclaves, provenant des victoires militaires de Rome, qui mettent les prolétaires plébéiens au chômage, les poussant à s'allier aux classes moyennes.

Mais, à son tour, cette alliance entre plébéiens de la classe moyenne et prolétaires accélère le rapprochement, à l'autre bout, entre patriciens et plébéiens bourgeois. Les patriciens acceptent

alors l'idée d'un « *chef de la plèbe* ». Pour De Leon, la création de cette fonction est le fruit d'une politique conjointe des patriciens et des plébéiens bourgeois, de la classe réellement dominante et de l'aristocratie populaire.

On a une image de la place réelle octroyée ainsi par les patriciens à la plèbe dans le fait que le chef de la plèbe, s'il occupe un siège au sénat romain, est d'une part choisi par les consuls patriciens, et d'autre part il ne peut pas y prendre la parole : il doit exprimer son accord ou son désaccord... en tapant des pieds. « *Pour De Leon, ce mutisme du chef plébéien est reproduit par celui du chef syndical, qui ne peut accepter les honneurs du système capitaliste qu'à condition de se taire* ».

Il nous suffit de généraliser cette observation, en considérant que le syndicat -quand il est de cette nature et non pas révolutionnaire- n'est qu'un des éléments constitutifs de l'aristocratie ouvrière, et que c'est cette classe toute entière qui se comporte de la sorte face au système capitaliste. Elle fera tout pour ses intérêts, tapera des pieds même le plus bruyamment possible, mais jamais sa parole et en tout cas pas ses actes ne remettront en cause le système.

Malgré donc cette présence d'un chef plébéien au Sénat, aucun des problèmes des prolétaires plébéiens ne se règle. La preuve, la plèbe est poussée à quitter Rome, et, comme nous l'avons vu plus haut, à faire sécession en allant sur le mont Aventin. On l'a vu également, la solution que choisit le patriciat pour résoudre cette crise, c'est de créer un nouveau poste, le tribun : et celui-ci a droit à la parole ! Mais les patriciens continuent de faire extrêmement attention à l'origine sociale de celui qu'ils acceptent auprès d'eux : les tribuns ne recevront aucun salaire. Il sera donc impossible qu'un plébéien venant de la classe prolétaire ou même de la classe moyenne puisse accéder à cette fonction.

De Leon constate ainsi que la lutte des ordres à Rome n'est pas une lutte entre patriciens et plébéiens : « *Les chefs de la plèbe ne travaillent pas en vue de mettre un terme à la condition plébéienne* », nous dit Breugh, toujours attentif au problème des chefs « *Dans la consolidation de leur situation sociale et économique à Rome, les plébéiens bourgeois jouissent d'une arme particulière efficace pour faire avancer leur cause : le titre de plébéien. La désignation partagée des bourgeois plébéiens et des autres plébéiens crée l'illusion qu'ils participent à une "cause commune"* ». » Oui, et de même, combien de fois a-t-on vu dans le mouvement ouvrier contemporain les chefs syndicalistes, ou même les chefs de parole de l'aristocratie ouvrière, se réclamer de leur attache ouvrière pour contraindre les plus prolétaires, la masse ouvrière, à les suivre et accepter leur autorité, et finalement leur politique.

« *Tout au long de son analyse des victoires de la bourgeoisie plébéienne, nous dit Breugh, De Leon dresse un parallèle entre la conduite intéressée des chefs de la plèbe et celle des chefs syndicaux. Il est possible de ressentir le dédain de De Leon envers ceux, comme le chef de l'AFL Samuel Gompers, qui profitent du titre "ouvrier" pour préconiser la voie réformiste en refusant toute transformation de l'ordre capitaliste.* »

Mais cette manière de ne voir de problème que du côté des chefs, amène à notre avis aussi bien De Leon que Breugh dans une impasse : « *Pour De Leon, nous dit Breugh, ces chefs sont des "fakirs", c'est-à-dire des magiciens ou des charmeurs de serpents qui ensorcellent le mouvement ouvrier* ». Là, ce n'est pas notre avis. Ces chefs réformistes s'appuient bel et bien sur

une population, l'aristocratie ouvrière, et défendent son intérêt. De même, la conclusion de De Leon est qu'il faut impérativement chercher à neutraliser ce château fort stratégique du capitalisme qu'est le chef syndical. Et là encore, De Leon, et avec lui Breugh, oublient ce qu'ils ont montré juste auparavant : l'existence de toute une couche sociale, pas seulement ses chefs, dévouée au système en place.

De Leon préconise des conseils ouvriers, de manière à éviter la main mise des chefs syndicaux, en espérant développer une action autonome et révolutionnaire des ouvriers. Fort bien ! Sauf que, si l'on ne distingue pas, y compris dans ce qu'on appelle conseils ouvriers, l'aristocratie ouvrière, l'on ne fera que déplacer le problème qui resurgira d'une manière ou d'une autre. L'on peut très bien avoir affaire à des actions autonomes, en dehors des chefs syndicaux habituels, mais qui ne font toujours que défendre les intérêts particuliers, corporatistes, des plus privilégiés. Le cas de la « *Coordination des agents de conduite* » (conducteurs de trains) lors de la grève des cheminots déjà mentionnée de 1986-87 est un exemple frappant. Certains d'entre eux allaient jusqu'à propager alors ouvertement sur les chantiers leur hostilité à l'idée que « *leur* » grève soit reprise et s'étende aux secteurs sédentaires, qui dans le chemin de fer sont des secteurs numériquement plus nombreux et nombreux en prolétaires.

6- TOUS LES CHEFS SONT-ILS NUISIBLES ?

Tous les chefs que se donne la plèbe sont-ils forcément nuisibles ? C'est ce que semble dire Breugh : « *Il nous semble que la leçon de la révolte des Ciompi tient justement dans ce qu'elle nous apprend de la présence paradoxale, voire néfaste, d'un chef dans le déroulement de l'action politique de la plèbe* ». Admettons. Le problème est qu'à un autre moment, à propos cette fois de la révolte de Masaniello, à Naples en 1647, qu'il étudie également, il se laisse aller à écrire, dans le récit des événements : « *Il manque toutefois au mécontentement populaire une direction claire capable de galvaniser les forces d'opposition et de canaliser les énergies révolutionnaires* ».

Que faut-il comprendre ? Qu'il faudrait savoir constituer une direction au mouvement de la plèbe mais que cette direction ne soit pas composée de chefs ? Breugh ne nous le dit pas. Il s'empêtre dans une contradiction. Comme nous-mêmes en partie, dans la précédente étude sur ce problème des chefs. Comme aussi Willhelm Gengenbach quand l'on compare ses différentes déclarations sur ce point (dans la même étude).

Nous sommes d'accord avec les deux propositions. Il y a un besoin de chefs populaires, de chefs de parole et en tout cas d'une direction. Et en même temps, les chefs sont des dangers pour le mouvement révolutionnaire.

C'est pour cela que nous avons commencé à chercher dans diverses expériences ou situations pour tenter de résoudre cette contradiction. Nous avons, dans la précédente étude, voulu reprendre des principes hérités des sociétés sans Etat, qui se donnent les moyens de limiter le pouvoir des chefs. Il y a peut-être un exemple, ne serait-ce que partiel, que peut nous apporter le livre de Breugh. Il se trouve justement dans le chapitre consacré à l'insurrection de Masaniello, à Naples en 1647.

A cette époque, Naples est une des plus grandes villes d'Europe, avec « *plus de 300 000 habitants, un port actif, une grande industrie de soierie et une université. C'est également le siège administratif d'un royaume de plus de 3 millions de personnes. Le représentant de la couronne espagnole dans la région, le duc d'Arcos, y réside ainsi qu'une aristocratie qui l'entoure et qui habite dans de luxueux palais entretenus par une pléthore de domestiques. De plus, la ville recense un nombre important de fonctionnaires et d'avocats qui assurent le gouvernement du royaume pour le compte de l'Espagne. L'aristocratie des nobles et la bourgeoisie des fonctionnaires et des administrateurs forment une classe patricienne qui détient le contrôle économique et politique de Naples* ». Voilà donc pour la classe dominante, décrite par Breugh, et qui forme les « *Alabres* ». Il y a également des quartiers populaires. Ceux-ci sont surpeuplés, et comprennent notamment un grand nombre de « *Lazzari* », provenant de l'immigration ou des couches les plus défavorisées.

C'est une nouvelle taxe sur les fruits qui va mettre le feu aux poudres, à l'été 1647. Cette taxe est destinée à financer la guerre que mène l'Espagne contre la France. Ainsi, le duc d'Arcos veut faire peser le poids de la guerre sur le petit peuple. Un soulèvement a eu lieu en mai à Palerme, qui a fait reculer les autorités. La nouvelle de ce succès arrive à Naples en juin. Les Lazzari reprennent immédiatement le flambeau de la révolte, attaquent les bureaux de taxation ; des affiches sont apposées dans la ville qui critiquent la politique du vice-roi.

C'est au cours d'une fête religieuse que notre chef va apparaître. Il s'agit d'un tournoi, qui oppose les deux composantes de la cité, les *Alabres* aux *Lazzari*. Masaniello, un pêcheur, a l'audace d'armer les Lazzari avec des bâtons « *plus gros que de coutume* ». Ce geste met en cause l'autorité du vice-roi, le duc d'Arcos. Masaniello devient leader et porte-parole du mécontentement populaire.

« *La force de Masaniello, nous dit ici Breugh, est de proposer une direction à la révolte plébéienne et une stratégie visant à faire advenir un régime libre et autonome à Naples* ». Masaniello, devenu dirigeant de l'insurrection, refuse obstinément d'abandonner ses habits frustes de pêcheur : il refuse les marques ostentatoires du pouvoir.

Une nouvelle manifestation fait fuir le vice-roi, qui abandonne son palais à la fureur populaire et se réfugie dans une forteresse. De là, les membres éminents des patriciens et du clergé se donnent pour objectif le rétablissement de l'ordre dans la ville. Ils tentent de recourir d'abord à des patriciens connus pour leur sympathie à l'égard de la plèbe, et à des symboles religieux. Mais le peuple, loin de se laisser amadouer, est au contraire écœuré de voir les Jésuites et les Dominicains invoquer le Christ au nom de l'ordre politique espagnol, alors qu'ils considèrent avoir, eux, Dieu à leur côté.

Devant ce succès rapide, Masaniello se montre un bon organisateur. Nous citons Breugh : « *Il ordonne la libération des prisonniers, exception faite des assassins, fait appel à la garde civile et constitue des milices populaires auxquelles participent même des femmes. Il donne comme objectif à cette force militaire de s'attaquer aux biens (mais non aux personnes) des grandes familles patriciennes responsables de la crise actuelle et de l'assujettissement du grand nombre. Les milices populaires saccagent et mettent le feu aux palais des collaborateurs de la couronne espagnole ainsi qu'aux luxueuses résidences des grands financiers de Naples. Toutefois le pillage au profit des insurgés est strictement interdit et sévèrement puni. Tout en*

épargnant les images et icônes religieuses trouvées, les révoltés détruisent ou distribuent le butin saisi aux plus démunis des quartiers populaires. Le caractère ordonné et efficace des offensives plébéiennes provoque le départ de plusieurs familles patriciennes de Naples, ouvrant ainsi la voie à une expérience politique proprement plébéienne au sein de la cité napolitaine ».

Selon Breugh, tout bascule lorsque Masaniello est l'objet d'une tentative d'assassinat par des proches des patriciens. Les deux responsables de cette tentative sont tués par la foule, décapités. Le peuple considère désormais Masaniello comme un envoyé de Dieu et lui réserve un traitement digne d'un roi. *« Même le vice-roi, cherchant sans doute à éviter tout conflit direct avec lui, le traite avec des égards princiers »*. Masaniello, lui, devient obsédé, voyant des complots partout autour de lui. *« Il renonce, dit Breugh, à sa politique démocratique et bienveillante, et adopte une politique arbitraire, dure, quasi terroriste (...) Le meneur de ce mouvement s'égare dans la paranoïa et se détourne de la direction libre et démocratique qu'il avait d'abord donné à la révolte »*.

Pour rétablir l'ordre, le patriciat tente d'utiliser l'archevêque pour convaincre Masaniello de rencontrer le duc d'Arcos. Masaniello finit par accepter mais il annonce qu'il conservera son habit de pêcheur *« de manière à se garder des signes extérieurs du pouvoir des Grands »* (Breugh). Le vêtement qu'il doit porter devient un enjeu et un symbole. A force d'obstination, l'archevêque le convainc de prendre des habits nobles.

« Un nouveau Masaniello voit le jour, décrit Breugh : “Au corps souffrant du pêcheur indigent se substitu(e) soudain le corps glorieux, presque seigneurial, du nouveau chef de Naples.” Cette métamorphose n'est pas sans effet sur Masaniello. Ce dernier traite désormais avec déférence le vice-roi et semble même prêt à lui obéir. D'un rapport d'égalité avec le représentant de la couronne espagnole, Masaniello passe à un rapport de subordination. En acceptant de se conformer aux codes vestimentaires des Grands, c'est comme si Masaniello se conformait au modèle politique patricien et perdait ainsi la différence qualitative et symbolique qui le sépare des Grands. L'intraitable devient traitable et la ruine de Naples, cité autonome et libre, ne saura tarder.

A deux reprises, nous dit encore Breugh, pendant des discours, Masaniello déchire ses vêtements de seigneur afin de montrer que son action politique n'est pas au profit de sa personne, mais pour le mieux-être du grand nombre. En se montrant nu devant la plèbe, il offre à tous le spectacle de son corps doublement ravagé : par la souffrance de son indigence, mais aussi par le poids des responsabilités politiques qu'il assume depuis le début de la révolte. » Finalement, un complot contre Masaniello réussit ; il est assassiné, c'en est fini de la révolte napolitaine.

On le voit donc, pour Breugh, il y a deux périodes distinctes, symbolisées par le vêtement que porte le pêcheur qui dirige la révolte. Et pour ce qui est de la première période, celle où il est habillé en pêcheur, Breugh ne semble pas avoir grand chose à redire pour ce chef-là. Il souligne ce qui, pour lui, la caractérise : *« En ce début de révolte à Naples, Masaniello se présente davantage comme un “porte-parole” que comme un chef politique. »*

Breugh tente de définir ce qui peut permettre de caractériser un chef qui serait utile à la plèbe sans lui poser le problème de représenter une autorité en laquelle elle s'aliénerait, cesserait

d'exercer elle-même le pouvoir de manière entière et démocratique. « *Le chef plébéien constitue peut-être un des points aveugles de l'expérience politique de la plèbe. La désignation d'un chef plébéien pose problème parce qu'elle renvoie à l'édification d'un pouvoir-sur-autrui, c'est-à-dire un pouvoir coercitif alors que la transformation de la plèbe en sujet politique représente justement la tentative d'édifier un pouvoir-avec-autrui, un pouvoir non coercitif. La complexité du problème tient à la nécessité de distinguer entre les chefs qui sont davantage des "porte-parole" du mouvement plébéien (Paumier – chef de la révolte lors du carnaval de Romans en 1580- et le « 1^{er} » Masaniello) et ceux qui s'arrogent le pouvoir plébéien pour le transformer en outil de domination politique personnelle (di Lando, le 2^e Masaniello). »*

Nous laissons à Breugh sa distinction à notre avis bien floue entre pouvoir-sur-autrui et avec-autrui, car elle ne définit pas jusqu'où peut aller cet autre en termes de classes. Par contre sa seconde phrase nous rapproche avec l'idée de chef de parole sans pouvoir, même si elle n'est pas tout à fait identique. Breugh repère en tout cas que le fait de se comporter essentiellement en « *porte-parole* » est un critère qui permet de distinguer du chef qui s'arrogue le pouvoir, ou à qui la plèbe elle-même remet le pouvoir.

7- UN EXEMPLE DE CHEF EGALITAIRE ?

Paumier, que nous venons de citer en reprenant Breugh, fut selon lui un chef un peu particulier. C'est qu'il ne s'est pas proposé comme chef, ni de lui-même, ni par son comportement. C'est le peuple qui l'a désigné comme tel. Et elle l'a fait lors d'un moment également particulier, le carnaval.

Nous sommes donc à Romans, en 1579-1580. Le carnaval est alors une fête plébéienne, qui permet à la plèbe de connaître une autre vie, en jouant momentanément à une égalité, une abondance, une liberté. Toutes les autres fêtes, héritées du Moyen Age, et fort nombreuses, font au contraire l'éloge des rapports de domination et de l'ordre établi, basé sur des valeurs profondément inégalitaires et très hiérarchisées.

Selon l'historien E. Le Roy Ladurie, si l'on veut comprendre les événements de Romans, il faut imaginer qu'il y a alors un ensemble social formé par « *des artisans et des paysans urbains qui fournissent à la fois la piétaille et l'encadrement pour le mouvement de la plèbe* » ; ce serait l'équivalent du *popolani minuti*, qu'on a vu à Florence deux siècles plus tôt, petit peuple opposé à une aristocratie populaire minoritaire, formée de marchands, de juristes, d'habitants du bourg (bourgeois) et qui pour certains prétendent devenir nobles.

A Romans, les nobles, les patriciens sont de fait seuls à exercer le pouvoir, derrière des apparences évidemment un peu plus démocratiques. Ce n'est pas original. Au début du carnaval de l'année 1579, la plèbe de la ville décide de prendre un chef pour se donner une voix et une direction cohérente à ses revendications. C'est un certain Jean Serve, dit Paumier, qui est élu ; « *un homme de métier d'origine rurale* », précise seulement Breugh. Les revendications que Paumier met en avant tournent autour de l'inégalité fiscale et de la suppression des exonérations d'impôts dont bénéficient les membres de la noblesse, toujours rien d'original.

Autour de cet homme et armée de ces revendications, la plèbe se sent forte, organisée. Selon Breugh, « *A partir de 1579, il existe (...) une situation de double pouvoir à Romans. Le leader de la plèbe contrôle les remparts de la ville, les portes et quelques-uns des quartiers populaires* ». En face de ce pouvoir plébéien, le pouvoir légal est tenu par un certain Guérin entouré de quatre consuls.

Au début de la période du carnaval de 1580, les drapiers font leur défilé traditionnel avec Paumier en tête du cortège : ils appellent le peuple à prendre les armes. Ils brandissent eux-mêmes des fléaux et crient « *qu'avant trois jours, la chair du chrétien se vendra à six deniers la livre* ». C'est la panique chez les patriciens qui prennent la menace au pied de la lettre. Un affrontement sanglant aura lieu à la sortie de la messe. Haineux et affolés, les patriciens font un massacre. Après quoi les hommes de Guérin vont chez Paumier et l'assassinent de sang froid. La peur passe alors dans le camp des pauvres. La révolte de Romans est terminée. La boucherie contre les paysans continuera durant des mois.

Breugh tire comme conclusion de la révolte de Romans que « *l'action de Paumier, chef désigné –il a pourtant écrit par ailleurs qu'il a été élu-, prend une forme plus égalitaire que hiérarchique, plus démocratique qu'autoritaire. Bref, la plèbe à Romans ne cherche pas à se retrouver dans le nom de Paumier* ».

Nous ne jugerons pas ici pour trancher entre les différents verdicts concernant l'attitude réelle de la plèbe avec Masaniello ou avec Paumier. Mais nous pouvons être d'accord avec l'idée d'un chef des opprimés désigné, ou élu, ou les deux, sur la base d'un programme, qu'il doit s'en tenir à ce programme, et qu'on ne considère pas qu'il est là pour décider en lieu et place de la population elle-même.

Mais cela nous amène à un nouveau problème : pour que la population, la plèbe, la masse ouvrière, ou d'une manière plus générale la masse populaire, le jour où elle se révolte, sache se comporter ainsi avec le ou les dirigeants qu'elle se donne, il faudra qu'elle ait reçu préalablement une éducation en ce sens.

L'éducation socialiste y compris sur ce problème des chefs, en préalable à l'insurrection, au mouvement pouvant amener un changement de pouvoir, est donc à la fois une solution au problème difficile des chefs et une nécessité. Ce sujet mérite donc une étude particulière, que nous tenterons de mener prochainement.

Bibliographie

Martin Breugh : L'expérience plébéienne, une histoire discontinue de la liberté politique
(Critique de la politique Payot 2007)

Daniel Guérin : Le mouvement ouvrier aux Etats-Unis, de 1866 à nos jours (Petite collection
Maspero 23, 1977)

Pierre Bourdieu : La domination masculine (collection Liber, Seuil)